

1ER ET 2ND DEGRÉ, ATTAQUE GLOBALE, RIPOSTE GÉNÉRALE !

« Choc des savoirs », Loi Immigration, ras-le-bol ! Oudéa-Attal, c'est l'École du Capital, l'École du tri social, celle de la mise au pas ! Après l'allocution de Macron, le message est clair : « à droite toute ! », uniformes, marseillaise, SNU obligatoire... avec un ministre qui ne se cache plus de détester le secteur public !

Alors c'est bien simple, quand c'est le sens même de notre travail qui est menacé, quand c'est notre santé et notre survie qui sont engagés, quand nos élèves sont malmenés, plus un pas en arrière ! L'inacceptable ne s'accepte pas ! Nous ne ferons pas la rentrée Attal 2024 ! Nous sommes déterminés à imposer d'autres choix, ceux d'une École qui émancipe. **Il n'y aura pas d'autre moyen que la grève déterminée : elle commencera le 1er février !**

Les attaques contre l'École ne sont pas nouvelles mais s'amplifient à une vitesse éclair et nécessitent une riposte à la hauteur des enjeux !

Le ministre Attal ne manque pas de cynisme avec son « Choc des savoirs », droit sorti d'un cabinet de communication en manque d'inspiration. Alors que l'École a été mise en cale sèche par tous les gouvernements précédents, à l'heure de Blanquer-Attal c'est l'heure de la vente à la découpe ! **Cette thérapie de « Choc » est une artillerie digne du conservatisme du plus bas étage, un coup bas monumental contre les élèves et les personnels, contre le sens même de nos métiers !** Alors que la casse scolaire de nos élèves a été minutieusement orchestrée depuis des années par des ministres à la solde d'un libéralisme débridé, à grand renfort de maltraitance des enseignant·es et personnels, de sombres coupes budgétaires, de mépris des élèves et des familles, de dépossession de notre souveraineté au travail, Attal essaie de mettre un point final à son École du tri social et du Capital !

Il reprend les thématiques scolaires de l'extrême-droite : militarisation de la jeunesse (SNU), mise au pas des personnels, argumentaire réactionnaire. **Il y mêle le pire du fordisme pédagogique, celui des dogmes débiles du néo-libéralisme qui impose un management violent par contrats d'objectifs et exigence de résultats.** Il accompagne toutes ses mesures par une « évaluationnite » outrancière des écoles, des personnels, aux airs de chantage mal dégrossi, majoritairement refusée par l'ensemble des agent·es, de l'école primaire au lycée !

Pour s'organiser, se compter et se coordonner, la CGT Educ'action du Val-d'Oise propose à l'ensemble des collègues de se réunir dans les assemblées générales le matin à Argenteuil, Cergy et Sarcelles.

Elle propose d'ores et déjà une assemblée générale après la manifestation pour s'organiser à l'échelle de la région parisienne et planifier les actions et tracer les perspectives de lutte !

TOUTES & TOUS EN GRÈVE LE 1ER FÉVRIER PUIS ON RECONDUIT LE LENDEMAIN

AG DE GRÉVISTES LE MATIN À 9H

ARGENTEUIL, ESPACE MANDELA
BEAUMONT SUR OISE 1 RUE DU QUESNEL
CERGY, MAISON DES SYNDICATS

**AG DÈS LA FIN DE MANIF À PARIS, BOURSE DU TRAVAIL,
3 RUE DU CHATEAU D'EAU, RÉPUBLIQUE**



LEUR THÉRAPIE DE « CHOC », C'EST L'ÉCOLE DU CHAOS !

- Dans le 1er degré, la situation est déjà au bord de la rupture : non-remplacement, pseudo inclusion à marche forcée, inflation hallucinante d'injonctions néo-libérales managériales envahissant tous les aspects du métier comme autant de non-sens pédagogiques, en premier lieu les évaluations d'école...

Il s'agirait maintenant, dès la rentrée prochaine d'accepter comme solutions à nos problèmes le retour de l'uniforme, la fin officielle de notre liberté pédagogique avec des manuels obligatoires imposés et des formations doctrinaires : évaluations d'école, neuroéducation, qui découpent la didactique en une suite de gestes mécanistes ne nécessitant plus de travailleurs qualifiés, qui réduit les élèves à des individus sans identité collective, et qui évacue la possibilité même d'une pédagogie sociale et critique. C'est la fin de toute souveraineté sur le travail pour les enseignant·es et pour les élèves : le rêve du patronat ! Concrètement, cela passe par l'imposition et la labellisation des manuels en primaire et en 6e pour mettre au pas la liberté pédagogique des enseignant·es et mettre sous contrôle chaque geste pour l'orienter au gré du marché. L'objectif est de mettre au pas la pensée mais aussi ceux qui pensent autrement. La labellisation permet plus de contrôle sur l'enseignant·e qui « dévierait », sur l'élève qui pense « mal »... D'un côté celles et ceux qui peuvent et celles et ceux qui ne peuvent pas. Dehors les problèmes sociaux, les besoins individuels... L'enseignant·e n'est qu'un porte parole du manuel avec des élèves à caser dans des filières dès la 6ème. A terme, ces attaques concernent tout le monde, de la maternelle au lycée !

- Au collège, c'est déjà la pénurie et les sureffectifs avec l'accentuation de tensions importantes. La casse méthodique du collège unique ne révèle qu'un seul objectif : y mettre fin pour accentuer le tri social !

Le tri social, c'est l'organisation de « groupes de niveaux » fermés et cloisonnés au collège (en 6e/5e en Français et en Maths, puis en 4e/3e ultérieurement et même possiblement à la place d'autres matières) rejetée par l'ensemble de la recherche sur ce sujet, notamment comme atteinte certaine à la confiance en soi pour les élèves les plus en difficulté, mais aussi car elle favorise les élèves déjà à l'aise. C'est donc une attaque en règle contre une école égalitaire en créant une école des filières à deux vitesses ! C'est un retour de 60 ans en arrière !

En outre, la mise en place de ces groupes de niveaux nécessitera des alignements d'emploi du temps (barrettes) qui risquent fort de mettre à mal l'organisation personnelle des enseignant·es (emplois du temps invraisemblables). **Enfin, si l'on veut établir des groupes à effectifs réduits - ce que nous réclamons, il faudrait plus d'enseignants que de classes, ce que la suppression des postes et la crise du recrutement rendent impossible.**

-Le retour annoncé au redoublement n'est qu'un écran de fumée dans les conditions actuelles d'effectifs de classes et a tout d'un effet d'annonce. **Un élément pour flatter le retour à l'autoritarisme à tous les étages.** Tous les professionnels de l'éducation le savent, un redoublement réussi est rare et doit répondre à diverses conditions qui ne seront pas mises en place.

- En réalité, les annonces liées au « Choc du savoir » sont déjà présentes dans le projet de casse du lycée professionnel : le recentrage des enseignements autour du Français et des Maths, annoncé par la ministre Grandjean, est une belle entourloupe : si les élèves de Terminale pro auront bien 1,5h de plus dans ces disciplines, ce sera sur 22 semaines et non plus 26 comme une baisse toujours plus grande de la qualification ! Problème de calculs, Mme Grandjean ? Certes bien pratique pour supprimer postes et filières. En outre l'individualisation des parcours en Terminale pro est un symbole décomplexé d'une École à deux vitesses : plus de parcours commun à partir de la 22e semaine de cours, mais deux choix possibles pour les 6 semaines restantes, soit en stage professionnel « gratifié » (argent public), soit en parcours « poursuite d'études », évidemment non-gratifié. Où vont donc aller les élèves socialement et financièrement les plus fragiles ? **Tout le monde le sait et le gouvernement aussi : ainsi, les pauvres iront charbonner et les autres pourront envisager un accès à des études supérieures.**

Alors, c'est ça le « Choc des savoirs » : une école primaire standardisée et soumise au contrôle, un collège à deux vitesses, un lycée professionnel à la solde des entreprises, lieu de formation de la chair à patron. C'est aussi avaliser toujours plus la logique du nouveau management public qui consiste à soi-disant faire mieux avec moins de moyens et nous rendre davantage corvéables.



cgteduc95.org



Cgt_educ95



cgteduc'action 95



Cgt_educ95